

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES VITRY, CHAMPAGNE ET DER

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTÉ

SÉANCE DU 24 JUIN 2025

L'an deux mille vingt-cinq le **24 juin à 18 H 00**, les membres du Conseil de Communauté VITRY, CHAMPAGNE ET DER se sont réunis dans à la Salle des Fêtes – rue des Charmilles – 51300 MAROLLES, sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre BOUQUET, Président, suite à la convocation faite le 18 juin 2025 conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et affichée à la porte des Mairies de ABLANCOURT, ARZILLIERES-NEUVILLE, AULNAY-L'AITRE, BIGNICOURT-SUR-MARNE, BLACY, BLAISE-SOUS-ARZILLIERES, BREBAN, CHAPELAINE, CHATELRAOULD-SAINT-LOUVENT, COOLE, CORBEIL, COURDEMANGES, COUVROT, DROUILLY, FRIGNICOURT, GLANNES, HUIRON, HUMBAUVILLE, LA CHAUSSEE-SUR-MARNE, LE MEIX-TIERCELIN, LES RIVIERES-HENRUEL, LIGNON, LOISY-SUR-MARNE, MAISONS-EN-CHAMPAGNE, MARGERIE-HANCOURT, MAROLLES, PRINGY, SAINT-CHERON, SAINT-OUEN-DOMPROT, SAINT-UTIN, SOMPUIS, SOMSOIS, SONGY, SOULANGES et VITRY-LE-FRANÇOIS, le même jour.

Etaient présents : MM. CAPPÉ, LONCLAS, FORMET, FORTIN, VEBER, DULIEUX, DELCOMBEL, MATHIEU, Mme FELICETTI, MM. DESCHAMPS, COLLOT, Mme ARMANETTI, MM. MALOU, CASTAGNA, MAUTRAIT, CHAMPION, GÉRARD, MOULIN, Mme LOISEAU (suppléante de Mme GEOFFROY), MM. NOBLET, GAUMONT, Mme SIMONNET, MM. COQUIN, ROYER, CHAVEROU, MAGRI (suppléant de M. BONETTI), BOUQUET, Mme RÉOLON, MM. MOUTON (jusqu'à 18h30), BURCKEL, Mme VÉGA, MM. GONTHIER, FONTAINE, ROCH, Mme SERRE, M. BEAUJOIN, Mme PARIS, M. EL GHALLOUSSI.

Absents excusés : M. NICOULEAUD, Mme PARNISARI, MM. DHYÈVRE, THIÉBAULT, Mme GUÉRY, MM. COTTON, LANTERNAT, DESANLIS, Mme KARCENTY, MM. LOISELET, PASSINHAS, Mme COLLIN, M. TINDILLIÈRE, Mmes JACQUEMOT, COLSON, M. HMISSI, Mme BAUMEL, M. CARDOSO, Mmes GOUILLY, BERTIN, MM. DUCHÊNE, ERRE.

Absents : M. TRIOLET, Mmes MUNSTER, GOLLÈS.

13 pouvoirs sont déposés sur le bureau de Monsieur le Président :

- ✓ Mme PARNISARI, en l'absence de son suppléant, donne pouvoir à M. MATHIEU,
- ✓ M. COTTON, en l'absence de sa suppléante, donne pouvoir à M. GÉRARD,
- ✓ M. PASSINHAS, en l'absence de sa suppléante, donne pouvoir à M. MOUTON (jusqu'à 18h30),
- ✓ M. MOUTON donne pouvoir à Mme PARIS à partir de 18h30,
- ✓ Mme COLLIN donne pouvoir à M. BEAUJOIN,
- ✓ M. TINDILLIÈRE donne pouvoir Mme RÉOLON,
- ✓ Mme JACQUEMOT donne pouvoir à M. BOUQUET,
- ✓ Mme COLSON donne pouvoir à M. GONTHIER,
- ✓ M. HMISSI donne pouvoir à M. FONTAINE,
- ✓ Mme BAUMEL donne pouvoir à Mme SERRE,
- ✓ M. CARDOSO donne pouvoir à M. ROCH,
- ✓ Mme GOUILLY donne pouvoir à Mme VÉGA,
- ✓ Mme BERTIN donne pouvoir à M. BURCKEL.

Secrétaire de séance : Monsieur René MAUTRAIT.

URBANISME

**ACQUISITION D'UNE EMPRISE À PRÉLEVER DANS LA
PARCELLE CADASTREE ZE 0049 SIS LIEU-DIT
« LE MONT DE JOUY » À SOULANGES**

Rapporteur : Monsieur Jean-Pierre FORMET

Dans le cadre du projet global de travaux d'assainissement collectif sur le territoire de la commune de SOULANGES portés par la Communauté de Communes, le conseil communautaire avait délibéré en séance du 27 septembre 2022 pour autoriser l'acquisition à titre gracieux d'une partie de la parcelle communale cadastrée ZE 0049, située le long de la R.D. 402, à proximité de l'ancien calvaire et de l'ancien terrain de football à SOULANGES.

Cette parcelle doit accueillir la future station de traitement des eaux usées de la commune.

Les études de faisabilité envisageaient alors un traitement par boues activées et un rejet des effluents traités dans la rivière Marne, pour une emprise foncière d'environ 5 à 6.000 m² sur les 20.600 m² de cette parcelle.

Dans la suite, les études préliminaires ont permis d'affiner les hypothèses, de définir les contraintes réglementaires spécifiques en lien avec les partenaires institutionnels de l'Etat : le service police de l'eau et l'agence de l'eau Seine-Normandie.

La solution technique a dû évoluer et s'est orientée vers un système de traitement des effluents par lagunage aéré, avec un rejet des effluents par infiltration sur site. L'emprise foncière nécessaire à la réalisation de ce projet est d'environ 17.000 m².

La mission de maîtrise d'œuvre, dont l'objectif est de finaliser les études et s'assurer de la bonne réalisation des travaux, est initiée au mois de novembre 2024. Le plan de détail de l'aménagement sera disponible dès la validation de la phase d'avant-projet de cette mission.

Dès lors, une division parcellaire pourra être conduite afin de détacher l'emprise du projet du reste de la parcelle qui demeurera un bien communal.

La Communauté de Communes VITRY, CHAMPAGNE ET DER prendra en charge les frais de notaires et de géomètre relatif à cette affaire.

Le Conseil municipal de SOULANGES, par délibération en date du 23 janvier 2025, a approuvé la cession à titre gracieux de cette emprise à la Communauté de Communes VITRY, CHAMPAGNE ET DER.

Aussi, mes cher-e-s collègues,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques, notamment son articles L.3112-1,

Vu la délibération communautaire n°72 du 27 septembre 2022,

Vu la délibération de la commune de SOULANGES en date du 23 janvier 2025,

Vu l'avis favorable du bureau de communauté en date du 10 juin 2025,

Je vous demande, après en avoir délibéré, de bien vouloir :

1°/ approuver l'acquisition à titre gracieux de la surface nécessaire à la réalisation du projet de construction d'une station d'épuration, telle qu'elle sera arrêtée à l'issue de la phase d'étude avant-projet ;

2°/ dire que la surface ainsi cédée sera détachée du reste de la parcelle ZE 0049 dont le surplus demeurera un bien de la Commune de SOULANGES ;

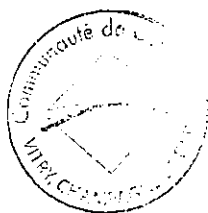
3°/ autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer l'acte à intervenir et, d'une manière générale, tous les documents se rapportant à cette affaire ;

4°/dire que les dépenses ainsi engendrées seront imputées aux budgets correspondants.

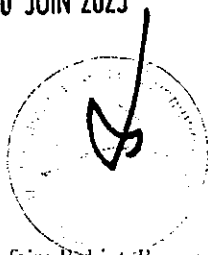
La délibération est adoptée
à l'unanimité des membres
du Conseil de Communauté.

Le secrétaire de séance,
René MAUTRAIT

Certifié exécutoire par le Président compte tenu
de la transmission en Sous-Préfecture le 30 JUIN 2025
et de la publication le 30 JUIN 2025
ou de la notification du



POUR EXTRAIT CONFORME,
LE PRESIDENT,
Jean-Pierre BOUQUET



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.